

PREFECTURE DE TARN-ET-GARONNE

DIRECTION DES POLITIQUES DE
L'ETAT ET DE L'UNION EUROPEENNE
BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

A.P. n° 2009-1473
du 29 septembre 2009

INSTALLATIONS CLASSÉES
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

SAS SEMATEC

950 route de Corbarieu

82000 MONTAUBAN

ARRETE DE MISE EN DEMEURE

La Préfète de Tarn-et-Garonne,
Chevalier de la légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du mérite.

Vu le code de l'environnement, et notamment son article L 514-1,

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrière et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières,

Vu l'arrêté préfectoral n° 2007-1541 du 27 août 2007 portant délégation de signature à Madame Alice COSTE, secrétaire général de la Préfecture de Tarn-et-Garonne ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2002-78 du 15 janvier 2002 autorisant la SAS SEMATEC à exploiter pour une durée de vingt ans une carrière de matériaux alluvionnaires sur le territoire de la commune de Montauban aux lieux-dits Saulou et Malpas et Tour de Belot;

Vu le compte rendu de visite d'inspection de la DREAL en date du 25 juin 2009 établi par l'inspecteur désigné par le ministre en charge de l'environnement et de l'aménagement du territoire,

Considérant que la SAS SEMATEC ne respecte pas les dispositions des articles 13 et 18-2-1 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrière et installations de traitement des matériaux de carrières,

Considérant que la SA SEMATEC ne respecte pas les dispositions de l'article 11-2 de l'arrêté préfectoral n° 2002-78 du 15 janvier 2002,

Considérant qu'il convient, conformément à l'article L 514-1 du code de l'environnement de mettre en demeure l'exploitant de régulariser sa situation,

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture de Tarn-et-Garonne,

ARRETE

ARTICLE 1 :

La SAS SEMATEC, 950 route de Corbarieu 82000 Montauban, est mise en demeure de respecter sur le site de sa carrière lieux dits Saulou de Malpas et Tour de Belot à Montauban, d'une part les dispositions des articles 13 et 18-2-1 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 et d'autre part les dispositions de l'article 11-2 de l'arrêté préfectoral n° 2002-78 du 15 janvier 2002 en procédant dans un délai de 3 mois à :

- La mise en place de clôtures et panneaux de signalisation aux abords des zones dangereuses,
- La mise en conformité de l'installation de traitement et de recyclage des eaux de lavage des matériaux,
- La localisation et sécurisation des 4 piézomètres de surveillance des eaux souterraines tel que prévu dans l'étude hydraulique jointe au dossier de demande d'autorisation d'exploiter.

ARTICLE 2 :

Si à l'expiration du délai fixé à l'article 1^{er} l'exploitant n'a pas obtempéré à la présente mise en demeure, il sera fait application des suites administratives prévues à l'article L 514-1 du code de l'environnement.

ARTICLE 3 :

Cet arrêté est applicable à compter de sa notification.

ARTICLE 4 : EXECUTION

- ♦ Le Secrétaire Général de la Préfecture,
- ♦ Le Député-maire de Montauban,
- ♦ Le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à la SAS SEMATEC.

Montauban, le 29 SEP. 2009

La préfète

Pour le Préfet
Le Secrétaire Général,

Alice COSTE

DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS (art L 514-6 du Code de l'Environnement) : La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.
Toute personne intéressée peut également saisir directement le tribunal administratif dans un délai de quatre ans à compter de la publication de l'acte ou le cas échéant dans les deux ans qui suivent la mise en service de l'installation.